

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

**AVENANT N° 19 DU 15 MARS 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> MARS 2012**

NOR : ASET1250629M

IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La FS CFDT ;

Le SNCTN CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FNPSE CGT ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre de l'article 14 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, la valeur du point est fixée à 12,90 € pour 35 heures.

**Article 2**

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

*(En euros.)*

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> mars 2011 (point à 12,62 €)	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> mars 2012 (point à 12,90 €)
Employé	E1	110	1 389	1 419
	E2	115	1 452	1 484
	E3	120	1 515	1 548
Technicien	T1	132	1 666	1 703
	T2	146	1 843	1 884
	T3	195	2 461	2 516

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> mars 2011 (point à 12,62 €)	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> mars 2012 (point à 12,90 €)
Cadre	C1	220	2 777	2 838
	C2	270	3 408	3 483
	C3	340	4 291	4 386
	C4	380	4 796	4 902

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic, sauf application des dispositions de l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat.

### Article 3

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Il sera déposé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émarginée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 mars 2012.

(Suivent les signatures.)